



Vol. 1, No. 5, November 24, 2008

Vol. 1, No. 5, 24 novembre 2008

### Difficult circumstances must be taken into account

The negotiation of our working conditions will, without a doubt, be affected by the worldwide financial turmoil. The Government's course of action is difficult to predict but the economic update of Minister Flaherty scheduled for this Thursday may give us further insight as to the type of legislation he intends table. Hard economic times and recent government decisions such as reductions in income taxes and the GST have reduced budget surpluses and it seems that we may even be heading back to a budget deficit. In fact, Treasury Board showed its true colours when it publicly announced the economic increases it intends to apply to all government employees, implying at the same time that if there is no agreement with its employees, it may proceed by legislation. It seems clear that the Government intends to make its employees bear the burden of its economic and financial difficulties, which is both unfair and unacceptable.

### What is the AJC doing?

Our association is in the unusual situation of being the only group of employees in the federal government presently involved in an arbitration process for the conclusion of its **first** collective agreement. We will therefore maintain our present course and proceed with the arbitration process as quickly as possible. In fact, dates have already been set aside by the Public Sector Labour Relations Board for hearings regarding preliminary objections tabled by the employer. They will take place on December 15, 16 and 18.

### The employer tables a new offer

At the same time the employer was tabling its latest economic increase offer last week, Treasury Board announced it was interested in resuming discussions with the AJC. The negotiation Committee will therefore participate in discussions while the arbitration process continues. We will keep you informed of the developments on this front.

### Political Intervention

### Un contexte difficile dont il faut tenir compte

La crise financière qui frappe la planète ne manquera pas d'avoir un effet sur la négociation de nos conditions de travail. Il est difficile de prévoir les mesures que le gouvernement prendra et la mise à jour économique du ministre Flaherty de jeudi prochain pourra nous renseigner sur le type de mesures législatives qu'il entend déposer. Les difficultés que subit l'économie canadienne ainsi que certaines décisions prises par le Gouvernement (baisses d'impôt, réduction de la TPS, etc.) ont fait fondre les surplus budgétaires et il semble même que l'administration publique puisse revenir à une situation de déficit budgétaire. D'ailleurs, le Conseil du Trésor a montré ses couleurs en annonçant publiquement les augmentations économiques que le Gouvernement souhaite accorder à l'ensemble des employés de l'État, laissant même entendre qu'il pourrait procéder par voie législative à défaut d'entente. Il semble clair que le Gouvernement ait l'intention de faire payer la note de ses actuelles difficultés économiques et financières aux employés, ce qui est tout à fait inéquitable et inacceptable.

### Que fait l'AJJ?

La situation de notre association est particulière du fait que nous sommes le seul groupe d'employés de l'administration fédérale à être en arbitrage pour la conclusion d'une **première** convention collective. Nous maintenons donc le cap sans retarder d'aucune manière le processus d'arbitrage. D'ailleurs, des dates ont été fixées par la Commission des relations de travail dans la fonction publique pour la tenue d'auditions portant sur les objections préliminaires déposées par l'employeur. Il s'agit des 15, 16 et 18 décembre prochains.

### L'employeur a déposé une offre

En même temps qu'il nous faisait part de ses dernières offres la semaine dernière, le Conseil du Trésor nous indiquait qu'il était intéressé à reprendre les discussions avec l'AJJ. Le comité de négociation

The AJC feels it is important to continue to put pressure on the Government to agree to our demands despite the fact that arbitration and discussions are ongoing. Justice Counsel must obtain just and equitable working conditions that will reduce the number of departures to the private sector and provincial government and attract the best candidates. If the Government wishes to make law and order a priority and get tougher on crime, it is urgent to stop the exodus of counsel and put in place working conditions that entice new counsel to make a career in the public sector.

The AJC will intensify its efforts to meet opposition parties in the House of Commons and increase their awareness of the cause of Justice Counsel in the Government of Canada. It is important that all parties be made aware of the manner in which Treasury Board treats us and that they understand the nature of our situation as well as the problems that stem from it, particularly with regard to retaining and recruiting LAs.

participera donc à des discussions qui se feront en parallèle avec l'arbitrage. Nous vous tiendrons au courant des développements sur ce front.

### **Interventions politiques**

Au-delà de l'arbitrage et des discussions concernant ces dernières offres, l'AJJ considère qu'il est important de continuer à faire pression sur le Gouvernement pour qu'il donne suite à nos demandes. Les juristes doivent obtenir des conditions de travail justes et équitables, des conditions qui feront diminuer les départs vers le secteur privé ou les provinces et attireront les meilleurs candidats. Pour un Gouvernement dont les priorités sont le respect de l'ordre et l'application rigoureuse des lois anti-crimes, il y a urgence à faire cesser l'hémorragie de juristes et à mettre en place des conditions qui vont inciter les jeunes à faire carrière au sein de l'administration fédérale.

L'AJJ intensifiera les efforts amorcés pour rencontrer les partis d'Opposition à la Chambre des communes et les sensibiliser au dossier des juristes de l'administration fédérale. Il est important que tous les partis soient au fait du traitement que nous a réservé à ce jour le Conseil du Trésor et qu'ils comprennent bien les particularités de notre dossier ainsi que les problèmes qui en découlent, notamment sur les plans de rétention et de recrutement de LAs.